

La démocratie universitaire

→ Concept et pratiques

Appel à communications

– English version below



© Franck Tomps pour Nantes Université

Autorité indépendante instituée en 2020 au sein de Nantes Université, **la mission démocratie universitaire** poursuit trois fonctions : (1) un **rôle d'animation de la recherche** autour des enjeux de démocratie universitaire ; (2) un **rôle de conseil** aux autorités élues sur le choix d'un dispositif démocratique pour renforcer la légitimité de la décision sur un problème donné ; (3) un **rôle d'accompagnement** dans le déploiement du dispositif choisi par l'autorité élue en vue de garantir la neutralité des processus mis en œuvre.

Dans le cadre de sa mission d'animation de la recherche, **la mission démocratie universitaire de Nantes Université**, en collaboration avec **l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne** et le réseau « **l'Initiative** » (Université de Lille, Université Clermont Auvergne, CY Cergy Paris Université, Université Gustave Eiffel, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Nantes Université), vous invite à débattre de la « Démocratie universitaire » à l'occasion d'un premier Colloque qui se tiendra à Nantes, le **jeudi 14 novembre 2024**.

→ Présentation

En France, la démocratie universitaire est demeurée extrêmement embryonnaire et sous-développée. Les travaux de recherche menés sur la gouvernance universitaire (au CSO avec C. Musselin, S. Mignot-Gérard...) ont révélé l'existence d'un fossé grandissant entre le haut (la direction de l'université) et le bas (les personnels et étudiants sur le terrain). Le renforcement des Présidences (et leur professionnalisation) ont induit un effacement progressif des hiérarchies et des collectifs intermédiaires et une distanciation entre la communauté de base et les dirigeants. Les transformations structurelles récentes du paysage universitaire induites par les initiatives d'excellence ont accéléré un processus préoccupant de polarisation. Ce dernier constitue une menace aussi bien pour l'unité de la communauté universitaire que pour le bon fonctionnement de l'université. Le phénomène est intensifié par le sous-financement chronique des universités reconnu aussi bien par la Cour des comptes que le Conseil d'analyse économique...

Les universités sont contraintes de rechercher des financements extérieurs complémentaires par le jeu d'appels à projets selon des logiques concurrentielles. Ces derniers qui sont logiquement des priorités des équipes de direction sont, au contraire, souvent perçus comme très éloignés du terrain tel qu'il est vécu par les communautés de base.

Ce fossé grandissant entre les orientations des équipes dirigeantes et les préoccupations des acteurs de terrain est sans doute le défi majeur posé à la « démocratie universitaire ». Comment penser et construire une « gouvernance partagée » au sein d'institutions aussi vastes, massifiées, diversifiées ? Comment renforcer l'appropriation par tous des enjeux qui traversent les universités et comment renforcer la légitimité des décisions prises ? Comment articuler la démocratie représentative avec l'inventivité dont font preuve les universités à travers de multiples dispositifs participatifs, délibératifs ?

Les contributions pourront s'intéresser à la définition de la « démocratie universitaire », à sa trajectoire historique, à ses contours juridiques ou à ses enjeux politiques ou sociologiques y compris en s'ouvrant aux expériences étrangères. Les contributions pourront également viser l'explicitation des dispositifs démocratiques innovants au sein des universités afin d'opérer un retour d'expérience réflexif et mutualisé.

Ce colloque a pour ambition d'initier une rencontre des acteurs universitaires intéressés par les questions soulevées par la démocratie universitaire. Il vise **deux objectifs** : le premier consiste à **approfondir la notion de « démocratie universitaire »** pour mieux en connaître l'origine, les mutations, les contours et les enjeux. Le second objectif est de **mutualiser les retours d'expérience** d'une démocratie universitaire en acte largement protéiforme

Ainsi, ce colloque s'adresse à la fois **aux chercheurs** mobilisant la notion de démocratie universitaire et ses nombreux enjeux associés, mais aussi **aux acteurs universitaires au sens large** engagés dans des processus originaux de démocratie universitaire.

Pour ce colloque, nous sollicitons donc, deux types de contributions : des contributions académiques et des retours d'expériences démocratiques – qui constitueront les deux parties de ce colloque.

AXE 1 – Le concept de « démocratie universitaire » : définition et enjeux contemporains

La recherche contemporaine sur la démocratie est très active. Elle a bousculé la compréhension dominante de celle-ci qui tend souvent à ramener la démocratie à l'équation réductrice : plusieurs candidats – une élection – une assemblée. Au contraire, la démocratie est d'abord un idéal qui s'est trouvé transcrit historiquement par un éventail très large d'aménagements institutionnels.

À sa naissance, l'université médiévale ne revendique pas explicitement la notion de « démocratie universitaire ». Pourtant, l'université se conçoit comme une institution autonome reposant sur une gouvernance collégiale et sur une rotation importante des fonctions de responsabilité. Très vite, le principe électif s'y affirme et devient cardinal tout en impliquant une série d'exclusions.

À l'époque moderne, les universités ont évolué vers une forme de collégialité plus restreinte car de plus en plus limitée aux seuls professeurs. Cette tendance s'est trouvée accentuée à la fois par la conception humboldtienne de l'université qui a dominée toute l'Europe du Nord et par la tradition française tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.

La massification des universités après-guerre et le mouvement de 1968 ont conduit à remettre à l'avant-scène l'enjeu de la démocratie universitaire partout en Europe. En France, la loi Faure du 12 novembre 1968 a ainsi rétabli le principe électif, a élargi la représentation politique aux étudiants, aux personnels de soutien à la recherche et à l'enseignement, aux universitaires de rang non professoral.

Ce système de gouvernance (maintes fois réformé) comporte indéniablement une dimension démocratie forte. Mais il comporte aussi sans aucun doute des limites qui peuvent appeler à une rénovation du fonctionnement des instances et/ou au déploiement d'outils démocratiques complémentaires.

AXE 2 – La démocratie universitaire en pratique : retours d'expériences sur les dispositifs innovants

Le Conseil de l'Europe reconnaît l'existence d'une mission démocratique de l'enseignement supérieur. Les universités doivent en particulier doter chaque étudiant et personnel de compétences pour argumenter, appréhender les débats et controverses en s'appuyant sur des vérités scientifiques partagées, initier aux pratiques et procédures démocratiques, développer une culture de respect à la fois de la majorité, de la ou des minorités. Cette mission s'exerce à la fois localement à l'échelle d'une école ou d'une faculté, à l'échelle de l'Université dans son ensemble mais aussi en dehors à l'échelle de la société [Council of Europe, Academic Freedom, Institutional Autonomy and the Future of Democracy, Higher Education Serie n°24, 2020].

Les universités expérimentent depuis plusieurs années des dispositifs innovants très variés allant de la démocratie représentative à la démocratie participative en passant par des outils de la démocratie délibérative. Ces expérimentations originales sont souvent méconnues : Parlements étudiants, convention citoyenne étudiante, budgets participatifs, unité transversale d'enseignement à la démocratie... La transition écologique apparaît également comme un secteur très ouvert à des expérimentations démocratiques nouvelles sous la forme de "conseil des transitions", de "conférence du développement durable", "d'assemblée des transitions"...

L'ensemble de ces expérimentations mérite d'être interrogé à la fois quant à leurs réussites mais aussi quant à leurs éventuelles limites.

→ Proposer une communication

Pour postuler, veuillez envoyer les documents ci-dessous à l'adresse suivante : mission-democratie@univ-nantes.fr **jusqu'au 14 juin 2024**.

1. Un **CV actualisé** avec liste des publications si pertinent (ou courte biographie)
2. Une **proposition de communication** en précisant l'axe du colloque associé (500 mots – liens vers expérimentations)

Si **la langue principale du colloque est le français**, il est également **possible de contribuer en anglais** (la discussion pourra alors se faire en anglais).

Vous serez informés du résultat de l'appel **fin juin**. Les informations pratiques ainsi que la prise en charge et organisation de votre venue vous seront alors précisées.

Les échanges feront l'objet d'une **captation vidéo** à l'usage de l'université.

→ Frais

Les candidats qui seront retenus pour participer à ce colloque n'auront **aucun frais d'hébergement et de transport**.

Sont intégralement pris en charge par les organisateurs : l'hébergement en hôtel, le transport aller-retour en train (**ou en avion pour les trajets ne pouvant se faire en moins de 7h en train**), les repas du midi et du soir le jour du colloque ainsi que les petits déjeuners en hôtel.

→ Comité d'organisation

- ❖ **Arnauld LECLERC**, professeur de sciences politiques à Nantes Université et responsable de la mission « démocratie universitaire »
 - ❖ **Émilie FRENKIEL**, maîtresse de conférences en sciences politiques à l'Université Paris-Est Créteil et assessseure « Engagements, vie étudiante, vie de campus et dispositifs participatifs »
-

→ Contact

Pour davantage d'informations concernant cet évènement, veuillez contacter :

Manon DAMESTOY, chargée de mission « Démocratie universitaire » - Nantes Université
+33 6 08 93 94 40 - mission-democratie@univ-nantes.fr - manon.damestoy@univ-nantes.fr

Call for papers



© Franck Tomps for Nantes Université

As an independent authority set up within Nantes University in 2020, the [academic democracy mission](#) has three main functions: (1) to [lead research into the issues of academic democracy](#); (2) to [advise elected authorities](#) on the choice of democratic mechanisms to strengthen the legitimacy of decision-making on a given problem; (3) to [support the deployment of the mechanism](#) chosen by the elected authority, with a view to guaranteeing the neutrality of the processes implemented.

As part of its mission to promote research, the [Nantes University academic democracy mission](#), in collaboration with the [Paris-Est Créteil Val de Marne University](#), and the “[L’Initiative](#)” network (Université de Lille, Université Clermont Auvergne, CY Cergy Paris Université, Université Gustave Eiffel, Université de Pau et des Pays de l’Adour, Nantes Université), invites you to discuss 'Academic Democracy' at a first Conference to be held in Nantes (France) on [Thursday November 14th, 2024](#).

→ Presentation

In France, academic democracy remains extremely embryonic and underdeveloped. Research into university governance (at the CSO with C. Musselin, S. Mignot-Gérard, etc.) has revealed a widening gap between the top (university management) and the bottom (staff and students on the ground). The strengthening of the Presidencies (and their professionalization) has led to a gradual erosion of hierarchies and intermediary groups, and a distancing between the grassroots community and those at the top. The recent structural changes in the university landscape brought about by the excellence initiatives have accelerated a worrying process of polarization. This is a threat both to the unity of the academic community and to the smooth running of the University. The phenomenon is intensified by the chronic under-funding of universities, recognized by both the Cour des Comptes and the Conseil d'Analyse Économique...

Universities are forced to seek additional external funding through competitive calls for projects. The latter, which are logically the priorities of management teams, are, on the contrary, often perceived as being far removed from the field as experienced by grassroots communities.

This widening gap between the orientations of management teams and the concerns of fieldworkers is undoubtedly the major challenge facing 'academic democracy'. How can we design and build 'shared governance' within institutions that are so vast, massive and diverse? How can we ensure that everyone takes possession of the issues that affect universities, and how can we strengthen the legitimacy of the decisions? How can we reconcile representative democracy with the inventiveness shown by universities through their many participative and deliberative mechanisms?

Contributions may focus on the definition of 'academic democracy', its historical trajectory, its legal framework or its political or sociological issues, including by looking at experiences abroad. Contributions may also aim to explain innovative democratic mechanisms within universities in order to provide reflective and shared feedback.

The aim of this conference is to bring together university stakeholders interested in the issues raised by academic democracy. It has **two goals**: the first is to **deepen the concept of 'academic democracy'** in order to better understand its origins, mutations, contours and issues. The second is to **share experiences of academic democracy in action**, which is largely protean.

This conference is therefore aimed both at **researchers** working on the concept of academic democracy and its many associated issues, as well as **university staff** involved in original processes of academic democracy.

We are therefore seeking **two types of contribution** for this conference: academic contributions and feedback from democratic experiences - which will form **the two parts of the conference**.

AXE 1 – The concept of "academic democracy": definition and contemporary issues

Contemporary research on democracy is very active. It has challenged the prevailing understanding of democracy, which often tends to reduce it to a simplistic equation: several candidates - one election - one assembly. On the contrary, democracy is first and foremost an ideal that has historically found expression in a very wide range of institutional arrangements.

At its inception, the medieval university did not explicitly claim to be an "academic democracy". However, the university was conceived as an autonomous institution based on collegial governance and a high degree of rotation in positions of responsibility. Very quickly, the elective principle asserted itself and became cardinal, while at the same time implying a series of exclusions.

In modern times, universities have evolved towards a more restricted form of collegiality, increasingly limited to professors. This trend was accentuated both by the Humboldtian conception of the university, which dominated the whole of northern Europe, and by the French tradition throughout the nineteenth and twentieth centuries.

The post-war massification of universities and the 1968 movement brought the issue of academic democracy back to the fore everywhere in Europe. In France, the Faure Act of 12 November 1968 re-established the elective principle and extended political representation to students, research and teaching support staff and non-professorial academics.

This system of governance (which has been reformed many times) undeniably has a strong democratic dimension. But it also undoubtedly has limitations, which may call for a review of the way the bodies operate and/or the deployment of complementary democratic tools.

AXE 2 – Academic democracy in practice: feedback on innovative practices

The Council of Europe recognises the democratic mission of higher education. In particular, universities must equip every student and staff member with the skills to argue, to understand debates and controversies based on shared scientific truths, to introduce democratic practices and procedures, and to develop a culture of respect for both the majority and the minority(ies). This mission is carried out both locally, at the level of a school or faculty, at the level of the University as a whole, as well as externally, at the level of society [Council of Europe, Academic Freedom, Institutional Autonomy and the Future of Democracy, Higher Education Series no. 24, 2020.].

For several years now, universities have been experimenting with a wide variety of innovative systems, ranging from representative democracy to participatory democracy and deliberative democracy tools. These original experiments are often little-known: student parliaments, student citizens' conventions, participatory budgets, cross-disciplinary democracy teaching units, etc. The ecological transition also appears to be a sector that is very open to new democratic experiments in the form of "transition councils", "sustainable development conferences", "transition assemblies", etc.

All these experiments deserve to be examined, both in terms of their successes and their possible limits.

→ To apply

To apply, please send the documents below to the following address: mission-democratie@univ-nantes.fr **until June 14th, 2024**.

1. An **updated CV** with list of publications if relevant (or short biography)
2. A **proposal for a paper**, specifying the part of the conference concerned (**500 words** - links to experiments).

Although **the main language of the conference is French**, it is **also possible to contribute in English** (in which case your contribution will be discussed in English).

You will be informed of the outcome of the call at the **end of June**. You will then be given practical information about how to organize your visit.

A **video recording** of the discussions will be made for use by the university.

→ Fees

Candidates who are selected to take part in this conference will have **no accommodation or transport costs**.

The following costs will be fully covered by the organisers: hotel accommodation, transport to and from the conference by train (or **by plane if the journey takes more than 7 hours by train**), lunch and dinner on the day of the conference and breakfasts' hotel.

→ Organising committee

- ❖ **Arnauld LECLERC**, professor of political science at Nantes University and head of the academic democracy mission
- ❖ **Émilie FRENKIEL**, senior lecturer in Political science at the Paris-Est Créteil University and assessor "Engagements, vie étudiante, vie de campus et dispositifs participatifs"

→ Contact

For further information about this event, please contact:

Manon DAMESTOY, in charge of the academic democracy mission - Nantes University
+33 6 08 93 94 40 - mission-democratie@univ-nantes.fr - manon.damestoy@univ-nantes.fr